PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

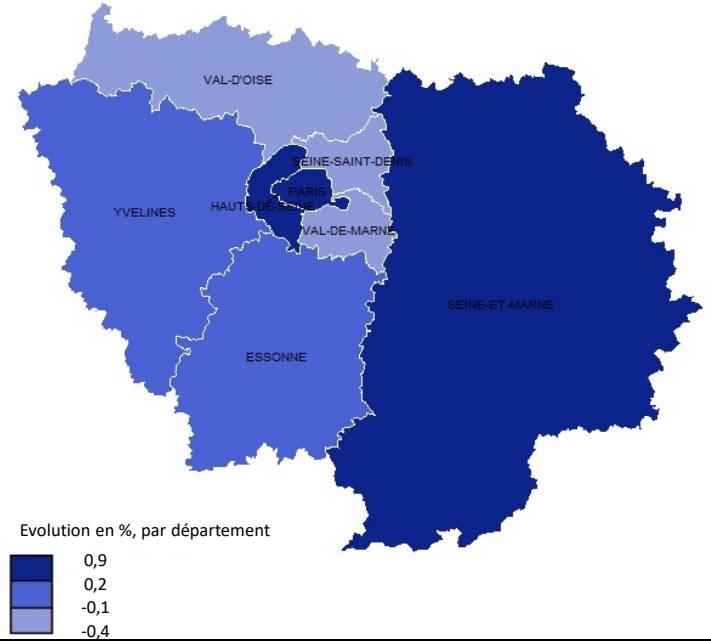
SERVICE ÉTUDES STATISTIQUES ÉVALUATION

DOSSIER TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

3e trimestre 2022

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B , C entre le 2e trimestre 2022 et le 3e trimestre 2022 (en %, données CVS-CJO)



- **En Île-de-France, au 3e trimestre 2022, le nombre de demandeurs d'emploi repart à la hausse pour la première fois depuis le 4e trimestre 2020 (+0,5 % en catégorie A et +0,2 % en catégories A, B, C).**
- **Le taux de chômage reste stable au 2e trimestre 2022, à 7,0 % de la population active.**
- **L'emploi salarié poursuit sa croissance au 2e trimestre 2022 (+0,6 %).**
- **La baisse de l'activité partielle se poursuit au cours du 3e trimestre 2022.**
- **Le nombre de procédures et le nombre d'emplois menacés par des PSE ou des RCC diminue entre le 2e et le 3e trimestre 2022.**

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec Pôle emploi et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.

- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.

- La mise en place de nouvelles procédures de production, en lien avec le service en ligne "profil de compétence" de Pôle emploi, a conduit à une surreprésentation des cadres parmi les demandeurs d'emploi. Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont donc plus présentées. En revanche, la qualité des données sur la demande d'emploi par métier et sur les métiers en tension permet d'en reprendre la diffusion.

- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le site Internet de la Dares.

- La prochaine publication sera disponible en février 2023 et portera sur le quatrième trimestre 2022. N'hésitez pas à nous adresser vos remarques : idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Synthèse régionale

Page 5 : Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 6 : Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Page 7-8 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe

Page 10 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge

Page 11 : Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché

Page 12 : Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA

Page 13 : Les entrées et les sorties de Pôle emploi

Page 14 : Le taux de chômage

Tensions sur le marché du travail

Page 15 : Les offres d'emploi collectées* par Pôle emploi

Page 16 : Les tensions sur le marché du travail francilien

Page 17 : Les tensions selon les métiers

Emploi

Page 18 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 19 : L'emploi salarié

Page 20 : L'emploi salarié par secteur

Page 21 : Les mouvements de main d'œuvre

Page 22 : L'activité intérimaire

Accompagnement des mutations économiques

Page 23 : Les demandes d'activité partielle

Page 24 : Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC)

Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 967 530 en moyenne au *troisième trimestre 2022*. Parmi eux, 631 210 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

En catégorie A, sur le trimestre, la demande d'emploi augmente pour la première fois depuis le 4e trimestre 2020 (+0,5 % après -0,6 %), soit -10,1 % sur un an.

En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente également (+0,2 % sur le trimestre et -6,4 % sur un an). Sur le trimestre, les évolutions les plus défavorables touchent davantage les hommes et les moins de 25 ans.

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à cette hausse sont, sur le trimestre, ceux de l'hôtellerie, restauration, alimentation. Quant à la baisse constatée sur un an, elle est grandement portée par les métiers de services aux particuliers et aux collectivités (catégories A, B, C).

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée diminue moins fortement au *troisième trimestre 2022* (-1,7 % après -3,4 %, soit -13,5 % sur l'année).

Le taux de chômage, au sens du BIT, reste stable au *deuxième trimestre 2022*, à 7,0 % de la population active, contre 7,2 % en France métropolitaine.

Tensions sur le marché du travail

La progression du nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi diminue au *troisième trimestre 2022* (-4,6 % pour l'ensemble des offres et -5,0 % pour les offres durables).

Le marché du travail francilien enregistre 47 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au *troisième trimestre 2022*. C'est moins qu'au trimestre précédent (61) mais plus qu'au troisième trimestre 2021 (40).

Emploi

Au *deuxième trimestre 2022*, le nombre de déclarations préalables à l'embauche est d'environ 2,2 millions en Île-de-France, soit 44,2 % de plus qu'au premier trimestre 2021.

Au *deuxième trimestre 2022*, l'emploi salarié accélère légèrement (+0,6 %), en particulier dans les services marchands, hors intérim.

Au *deuxième trimestre 2022*, près de 2,1 millions de contrats d'embauche sont signés dans le secteur privé, soit 9,6 % de plus qu'au trimestre précédent.

L'emploi intérimaire repart à la hausse au *deuxième trimestre 2022* (+0,1 % après -1,3 % au premier trimestre).

Accompagnement des mutations économiques

Au *troisième trimestre 2022*, environ 2 300 autorisations d'activité partielle ont été accordées. Elles correspondent à un volume d'heures de travail autorisées à être chômées de près de 51 millions.

Au *troisième trimestre 2022*, 28 plans de sauvegarde de l'emploi et 6 procédures de ruptures conventionnelles collectives ont été enregistrés. 2 000 emplois sont ainsi menacés dans les établissements de la région.

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE

Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 3e trimestre 2022

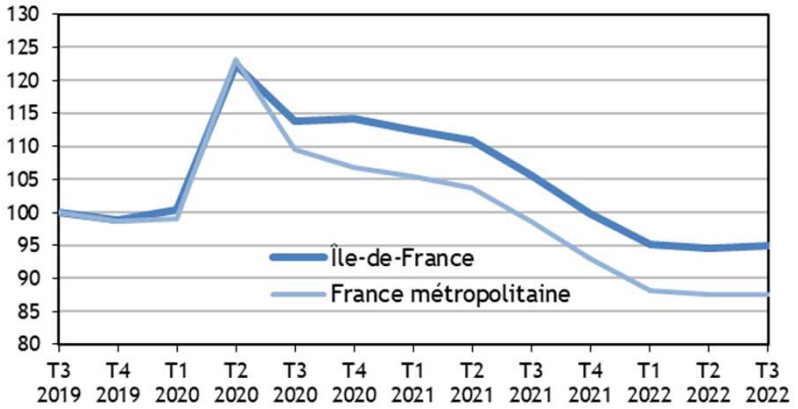
Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens au 3e trimestre 2022 repart à la hausse pour la première fois depuis le 4e trimestre 2020: +0,5 % en catégorie A et +0,2 % en catégories A, B, C (respectivement -10,1 % et -6,4 % sur un an).

La diminution du nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) se poursuit de façon moins accentuée (-0,4 % contre -0,9 % au 2e trimestre). En France métropolitaine, la demande d'emploi dans ces catégories est stable (contre -3,2 % au 2e trimestre).

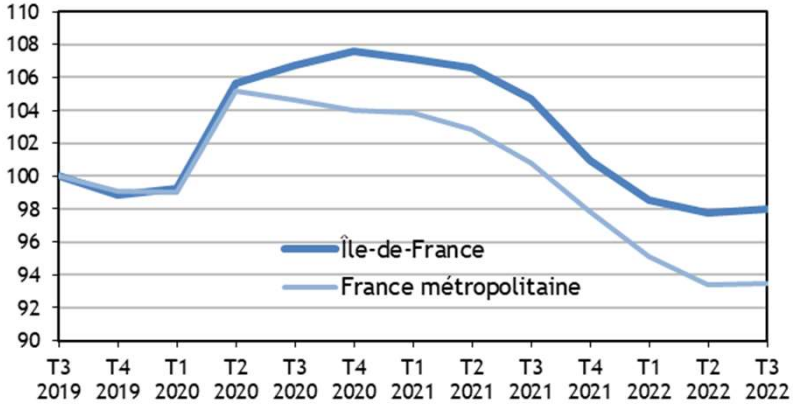
Avec une augmentation de 7,3 % sur le 3e trimestre, le nombre de demandeurs non tenus de rechercher un emploi, en raison notamment d'une formation (catégorie D), atteint un niveau presque record (65 470, plus haut niveau après celui de 68 180 au 3e trimestre 2021).

3e trimestre 2022	Île-de-France	France métro.	Evolution sur le trimestre (%)		Evolution sur un an (%)	
			Île-de-France	France métro.	Île-de-France	France métro.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	**631 210**	2 946 130	**0,5**	0,0	**-10,1**	-11,2
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	**967 530**	5 153 000	**0,2**	0,0	**-6,4**	-7,3

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A
(données CVS-CJO, Indice 100 au 3e trimestre 2019)



Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégories A, B, C
(données CVS-CJO, Indice 100 au 3e trimestre 2019)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE

Demande d'emploi et chômage

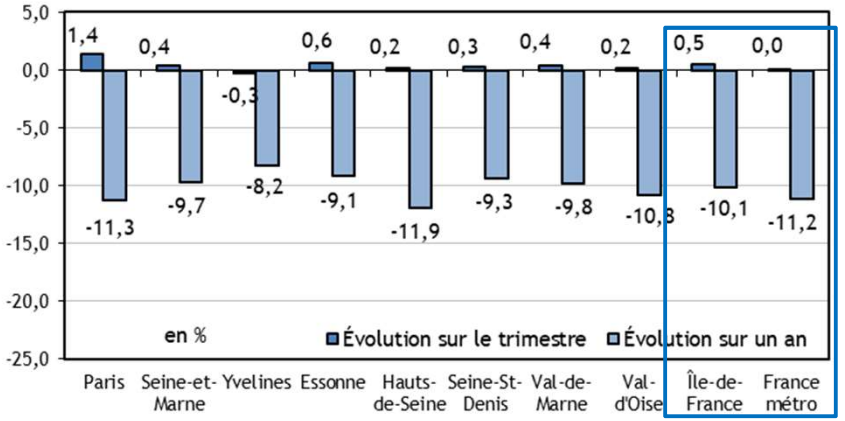
Les demandeurs d'emploi par département au 3e trimestre 2022

Le nombre de demandeurs d'emploi augmente dans l'ensemble des départements de la région, à l'exception des Yvelines (-0,3 % sur le trimestre en catégorie A).

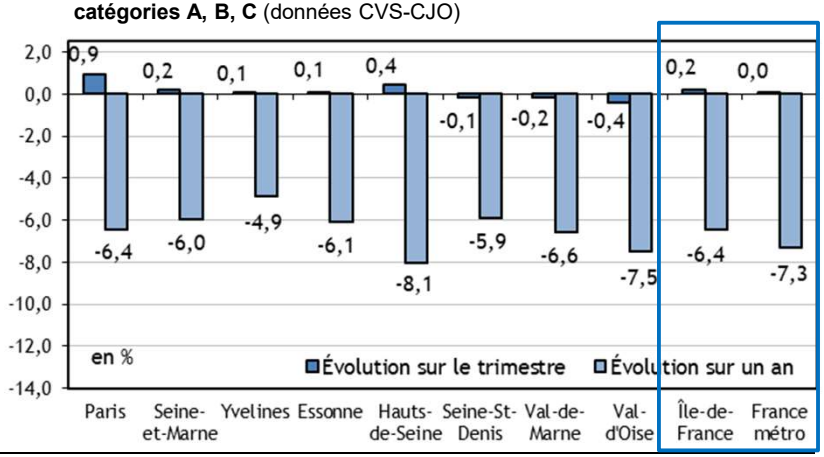
Paris se détache assez nettement avec les plus fortes hausses sur le trimestre (+1,4 % en catégorie A et +0,9 % en catégories A, B, C). Sur un an, la demande d'emploi diminue dans tous les départements franciliens mais plus fortement dans les Hauts-de-Seine (-11,9 % en catégorie A et -8,1 % en catégories A, B, C).

Données CVS-CJO 3e trimestre 2022	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	116 270	1,4	-11,3	190 300	0,9	-6,4
Seine-et-Marne	66 130	0,4	-9,7	103 520	0,2	-6,0
Yvelines	64 020	-0,3	-8,2	98 460	0,1	-4,9
Essonne	56 550	0,6	-9,1	88 150	0,1	-6,1
Hauts-de-Seine	74 650	0,2	-11,9	112 510	0,4	-8,1
Seine-St-Denis	114 480	0,3	-9,3	167 760	-0,1	-5,9
Val-de-Marne	71 320	0,4	-9,8	106 210	-0,2	-6,6
Val-d'Oise	67 780	0,2	-10,8	100 620	-0,4	-7,5
Île-de-France	631 210	0,5	-10,1	967 530	0,2	-6,4
France métro.	2 946 130	0,0	-11,2	5 153 000	0,0	-7,3

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A (données CVS-CJO)



Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégories A, B, C (données CVS-CJO)

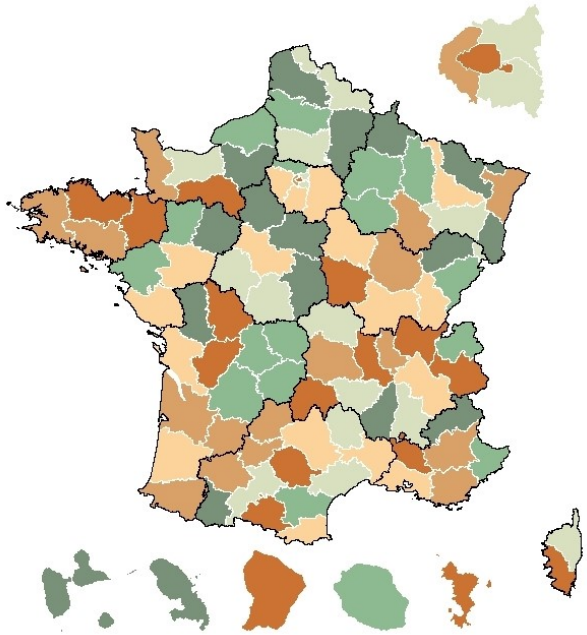


Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Demande d'emploi et chômage

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par département entre le 2e trimestre 2022 et le 3e trimestre 2022 (en %, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE

Demande d'emploi et chômage

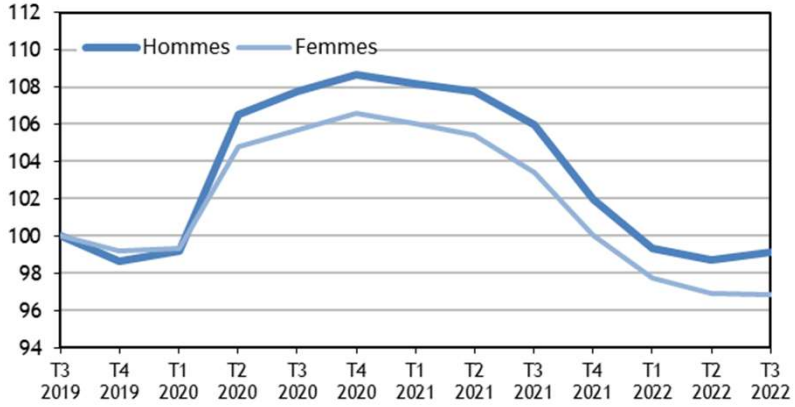
Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 3e trimestre 2022 (catégories A, B, C)

Sur le troisième trimestre 2022, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C augmente pour les hommes (+0,4 %) alors qu'elle reste stable pour les femmes .

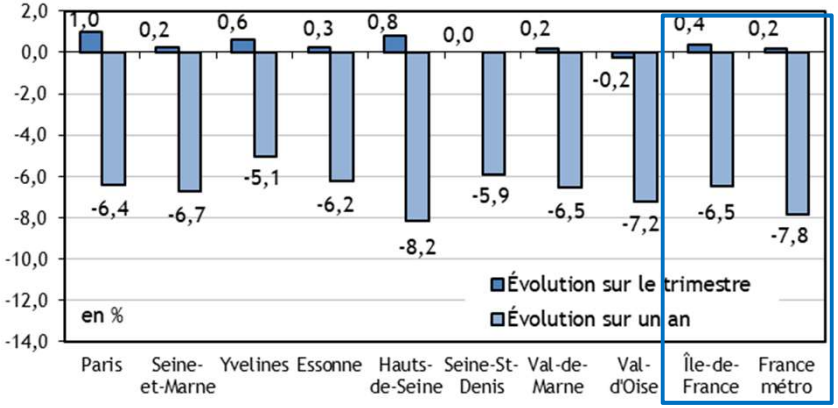
Sur un an, l'évolution est en revanche globalement légèrement plus favorable pour les hommes que pour les femmes (-6,5 % contre -6,3 %). L'écart est plus élevé en France métropolitaine (1 point).

Sur un an, dans la moitié des départements franciliens, la demande d'emploi des femmes recule plus nettement que celle des hommes, notamment dans le Val-d'Oise où cet écart est de 0,6 point en faveur des femmes .

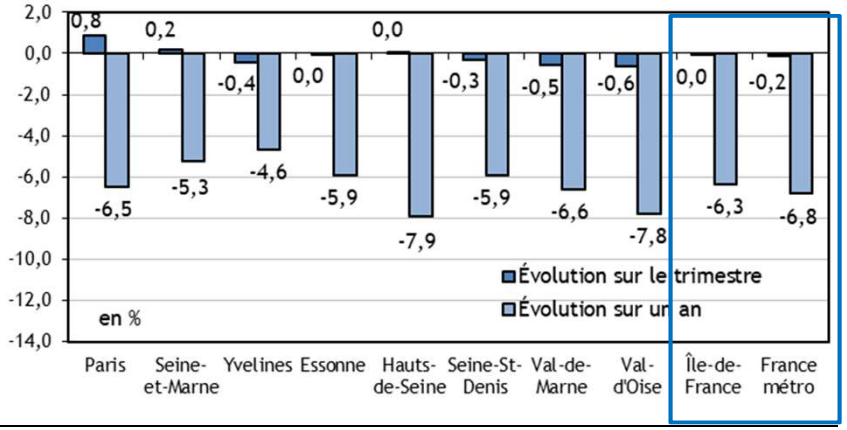
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 3e trim. 2019)



Évolution du nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi par département
(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de femmes inscrites à Pôle emploi par département
(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE

Demande d'emploi et chômage

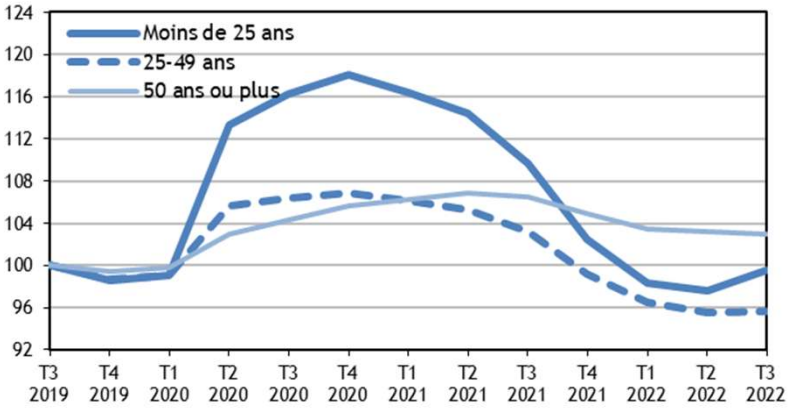
Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 3e trimestre 2022 (catégories A, B, C)

Sur le trimestre, en catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans augmente de 2 % alors qu'il diminue de 0,2 % pour les plus de 50 ans et reste quasi stable pour les 25-49 ans (+0,1 %).

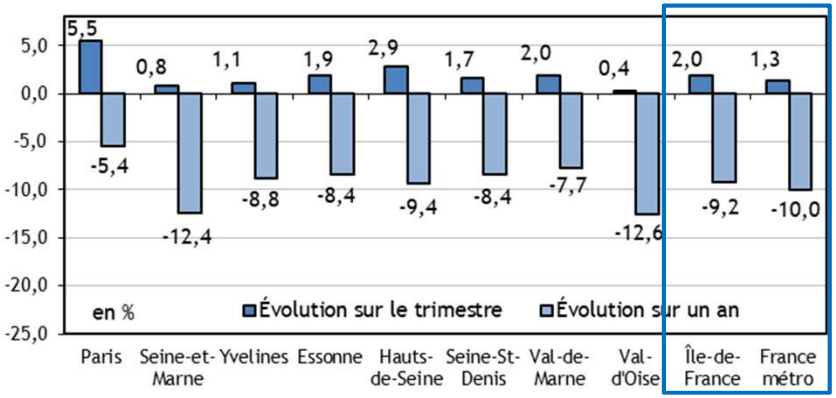
Sur un an, ce sont néanmoins les jeunes qui enregistrent la baisse la plus nette (-9,2 % contre -7,3 % pour les 25-49 ans et -3,4 % pour les seniors).

Malgré la légère diminution du nombre de demandeurs d'emploi seniors, ils gardent un poids important (28,3%) parmi l'ensemble des demandeurs et cette part reste supérieure de près de 10 points à son niveau du 1er trimestre 2010.

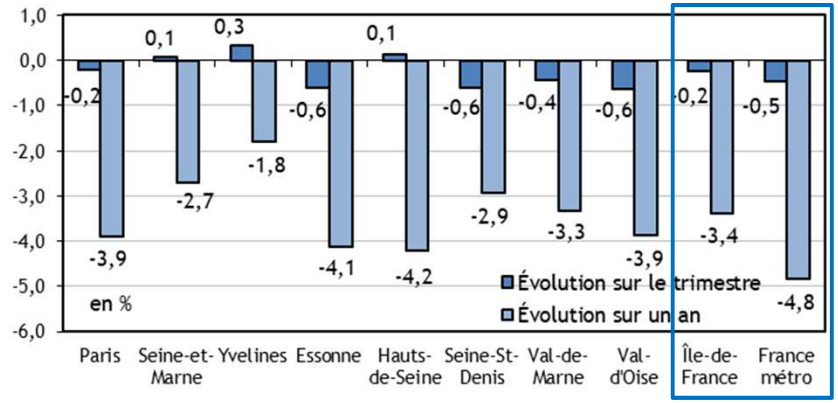
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 3e trim. 2019)



Évolution du nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi par département
(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de seniors inscrits à Pôle emploi par département
(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché au 3e trimestre 2022 (catégories A, B, C)

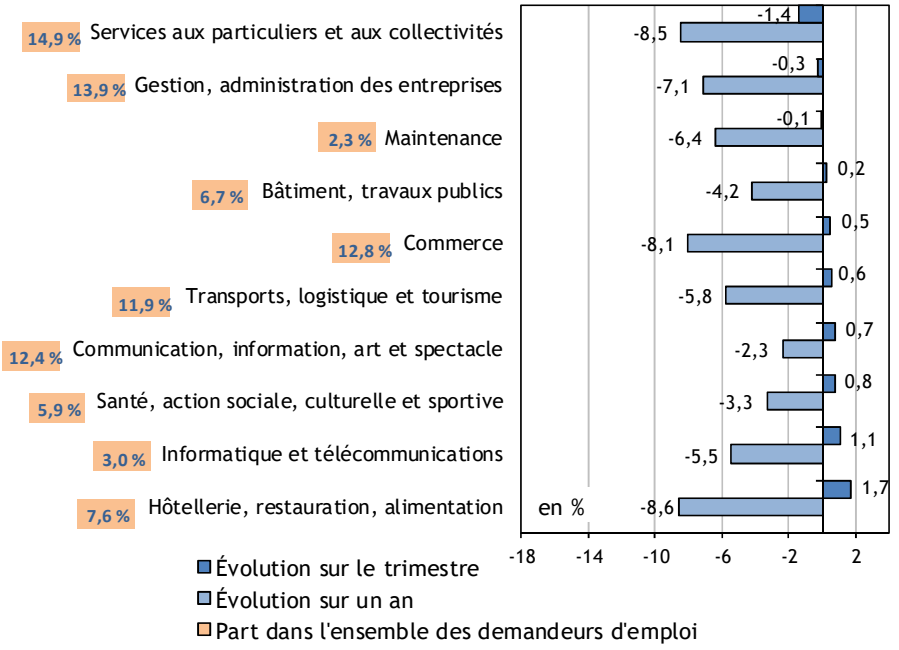
Au troisième trimestre 2022, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C diminue dans les domaines professionnels ayant les parts dans l'ensemble des demandeurs d'emploi les plus fortes.

En particulier, les métiers liés aux services aux particuliers et aux collectivités (agents d'entretien, assistants maternels, agents de gardiennage et de sécurité, employés de maison…) recherchés par près de 15 % des demandeurs d'emploi et dont la demande a diminué de 1,4 % sur le trimestre et de 8,5 % sur un an.

A l'inverse, les métiers de l'hôtellerie, restauration, alimentation comptabilisent la plus forte augmentation de demandeurs d'emploi du trimestre (+1,7 %).

Sur un an, les contributions les plus fortes à la diminution de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C (-66 360) sont celles des métiers des services aux particuliers et aux collectivités (-13 410), du commerce (-10 840) et de la gestion, administration des entreprises (-10 300).

Demandeurs d'emploi par principaux domaines professionnels
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Lecture : au 3e trimestre 2022, en Île-de-France, les demandeurs recherchant un emploi dans l'hôtellerie, restauration, alimentation représentent 7,6 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. Leur nombre augmente de 1,7 % sur le trimestre et recule de 8,6 % sur l'année.

Source : Pôle emploi-Dares, traitements Drieets.

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE

Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA au 2e trimestre 2022

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C inscrits depuis un an ou plus reste orienté à la baisse au troisième trimestre 2022 (-1,7 %, soit -13,5 % depuis le troisième trimestre 2021, contre +0,6 % pour les inscrits depuis moins d'un an). Ces demandeurs représentent 45,9 % des demandeurs franciliens, contre 49,7 % il y a un an.

Au 1er trimestre 2022, la durée d'inscription à Pôle emploi, mesurée à partir de l'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) s'établit à 293 jours, une baisse de 30 jours par rapport au 4e trimestre 2021*.

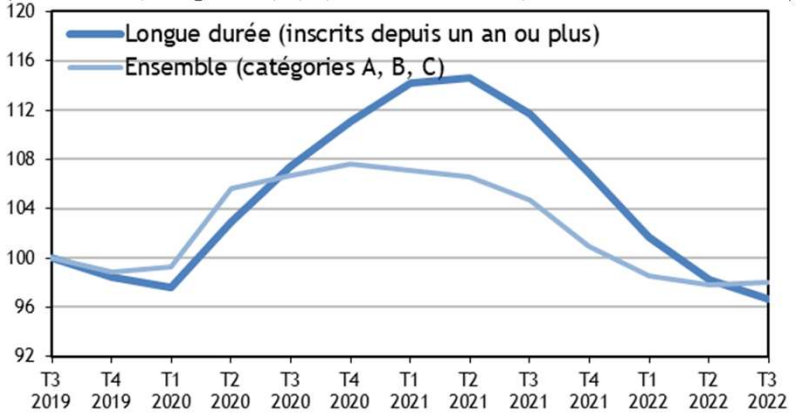
En baisse de 0,3 point sur un an, la part des demandeurs d'emploi ayant des droits payables au RSA en Île-de-France s'établit à 13,4 % au troisième trimestre 2022. Elle varie de 11,1 % en Essonne à 16,2 % en Seine-Saint-Denis.

** Si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit plus de 10 mois consécutifs à pôle emploi - « Durée de chômage (1er trimestre 2022) », Statistiques et indicateurs, septembre 2022, Pôle emploi.*

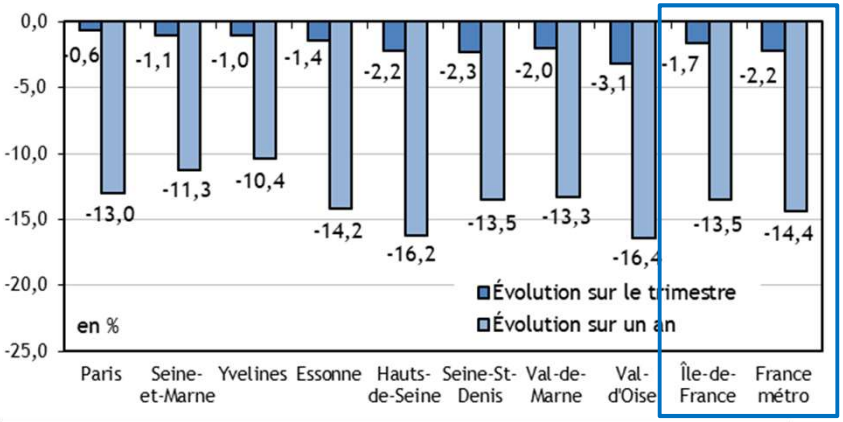
Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits payables au RSA (catégories A, B, C, en %)

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
3e trim. 2022	12,7	13,3	12,5	11,1	13,8	16,2	13,0	13,0	13,4	13,3
3e trim. 2021	13,2	13,5	12,3	10,8	14,7	16,6	13,3	13,2	13,7	13,7

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 3e trim. 2019)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



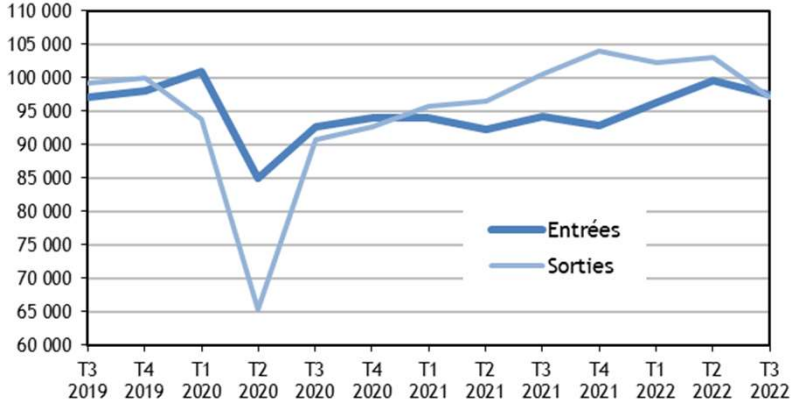
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les entrées et les sorties de Pôle emploi au 3e trimestre 2022

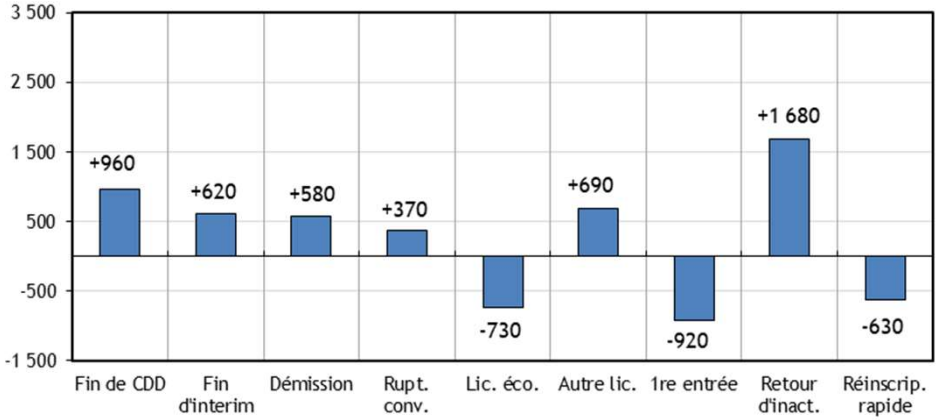
Entre le deuxième et le troisième trimestre 2022, la hausse du nombre d'inscrits en catégories A, B, C intervient dans un contexte de baisse, des entrées (-2,0 %, soit -2 020) et des sorties (-5,9 %, soit -6 080), des catégories A, B, C de Pôle emploi.

Le grand nombre de motifs indéterminés rend délicate l'interprétation des motifs d'entrée et de sortie. Sur un an, la hausse du nombre d'entrées (+3,4 %) s'explique, notamment, par la progression des inscriptions pour fin de contrat et retour d'inactivité. Parallèlement, la baisse du nombre de sorties (-3,6 %) est surtout liée aux défauts d'actualisation, dont une partie correspond à des reprises d'emploi non déclarées.

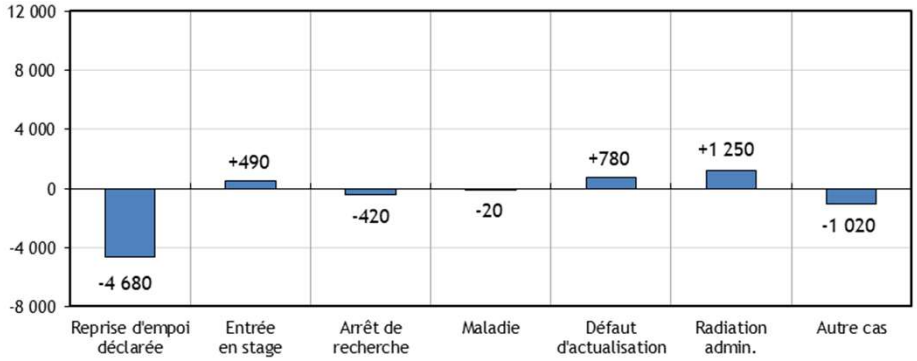
Nombre moyen des entrées et des sorties des catégories A, B et C de Pôle emploi (Île-de-France, données CVS-CJO)



Variation sur un an des entrées à Pôle emploi par principaux motifs
(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Variation sur un an des sorties de Pôle emploi par principaux motifs
(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Demande d'emploi et chômage

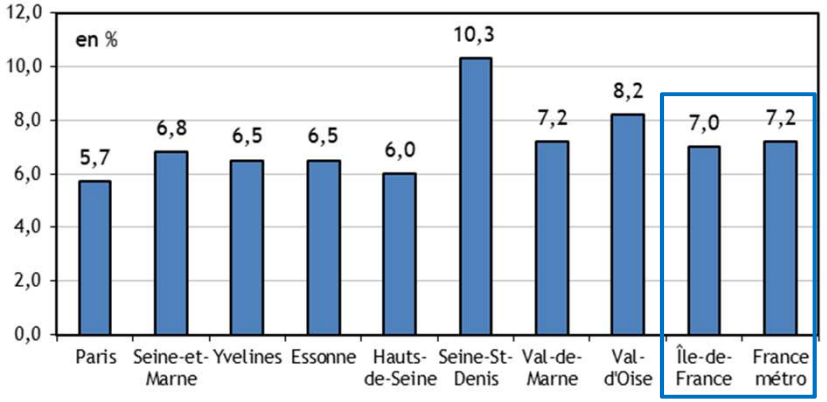
Le taux de chômage au 2e trimestre 2022

Au deuxième trimestre 2022, en Île-de-France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) reste stable à 7,0 % de la population active (Insee) après avoir diminué les deux trimestres précédents. Le taux métropolitain augmente de 0,1 point et atteint 7,2 % de la population active.

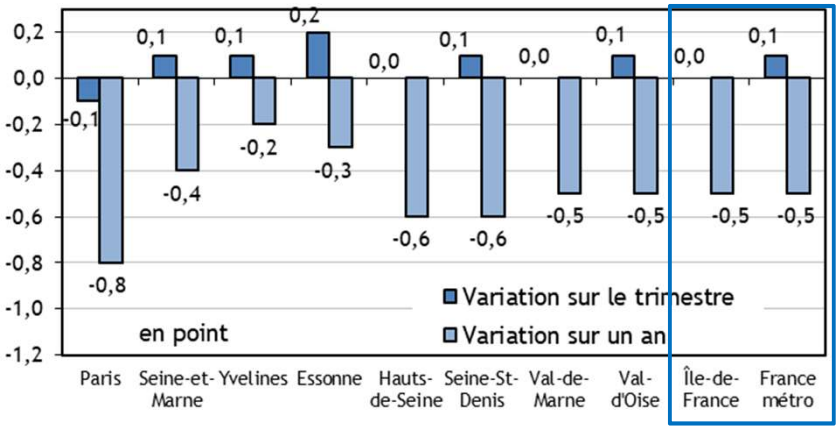
Le taux de chômage augmente très légèrement (de 0,1 ou 0,2 point) dans tous les départements franciliens sauf à Paris où il perd 0,1 point. Les taux de chômage les plus hauts se trouvent en Seine-Saint-Denis (10,3 %), dans le Val-d'Oise (8,2 %) et le Val-de-Marne (7,2 %). Les plus faibles se trouvent à Paris (5,7 %), dans les Hauts-de-Seine (6,0 %),

Dans l'ensemble de la métropole, les taux de chômage sont presque tous quasi stables ou en légère augmentation. Seule la Corse se démarque avec un taux de chômage diminuant de 0,3 point. La stabilité du taux de chômage francilien est donc proche de la dynamique métropolitaine hors-Corse. Cependant, en ce qui concerne les régions autres que l'Île-de-France, les taux de chômage sont sensiblement inférieurs à leurs niveaux d'avant-crise, de -0,7 point (Grand Est et Auvergne Rhône-Alpes) à -1,8 points (Corse). Le taux de chômage francilien, qui n'est qu'à 0,2 point en dessous de son niveau du quatrième trimestre 2019, se distingue de ceux des autres régions métropolitaines par sa proximité avec son niveau d'avant-crise.

Taux de chômage localisé au 2e trimestre 2022
(données CVS-CJO semi-définitives)



Variation du taux de chômage localisé entre le 1er trimestre 2022 et le 2e trimestre 2022 (données CVS-CJO semi-définitives)



Source : Insee.

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE

Tensions sur le marché du travail

Les offres d'emploi collectées* par Pôle emploi au 3e trimestre 2022

Pôle emploi n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon les métiers. L'évolution du nombre de ces offres ne reflète que celle de la part de Pôle emploi, et non l'évolution des offres recueillies par les autres acteurs de diffusion de l'emploi.

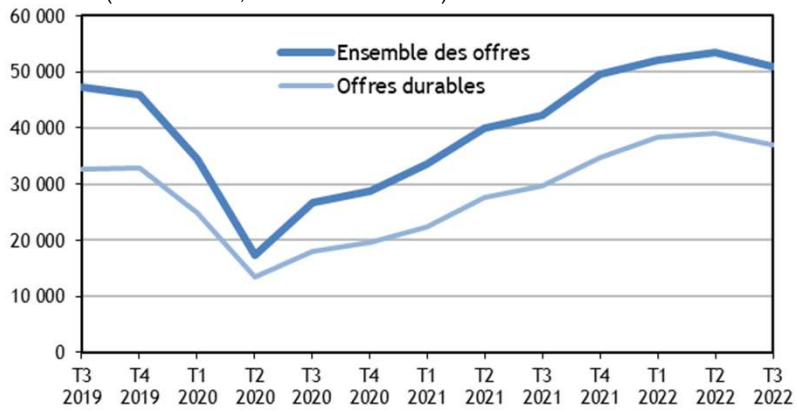
Au troisième trimestre 2022, 50 950 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 37 090 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Le nombre d'offres d'emploi diminue pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2020 (-4,6 % après +2,3 % et +5,3 % aux deuxième et premier trimestre 2022), diminution plus accentuée pour les offres durables (-5 % après +1,9 % et +10,1 %).

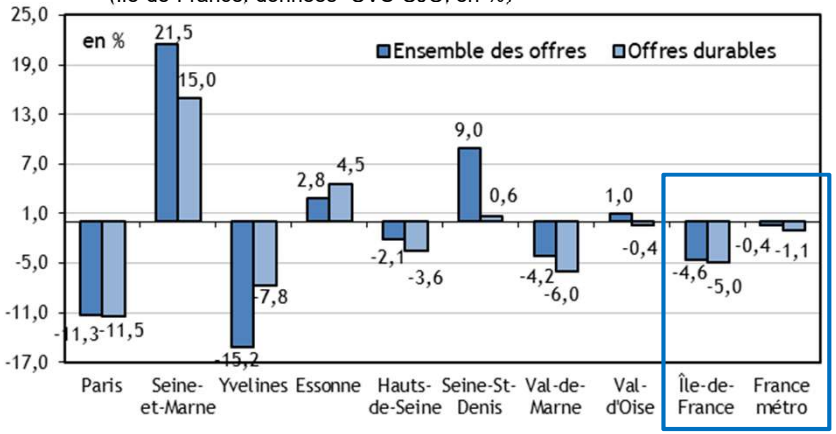
Au sein de la région, deux départements enregistrent de très fortes diminutions du nombre d'offres d'emploi sur le trimestre: Paris (-11,3 %) et les Yvelines (-15,2 %). À l'inverse, le nombre d'offres collectées augmente nettement dans les départements de la Seine-et-Marne (+21,5 % et +15,0 % pour les emplois durables) et de la Seine-Saint-Denis (+9,0 % et +0,6 % pour les emplois durables).

** Ensemble des offres directement déposées à Pôle emploi.*

Nombre d'offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO)



Évolution sur le trimestre des offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO, en %)



Source : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Drieets / Sese.

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE

Tensions sur le marché du travail

Les tensions sur le marché du travail francilien au 3e trimestre 2022

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,47 point en moyenne au deuxième trimestre 2022, soit 47 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

Ce ratio « offres sur demandes » augmente de 0,7 point par rapport à celui du troisième trimestre 2021. Cette évolution s'explique par une hausse du nombre d'offres d'emploi collectées (+18,4 %) supérieure à celle du nombre de demandes enregistrées par Pôle emploi (+3,4 %).

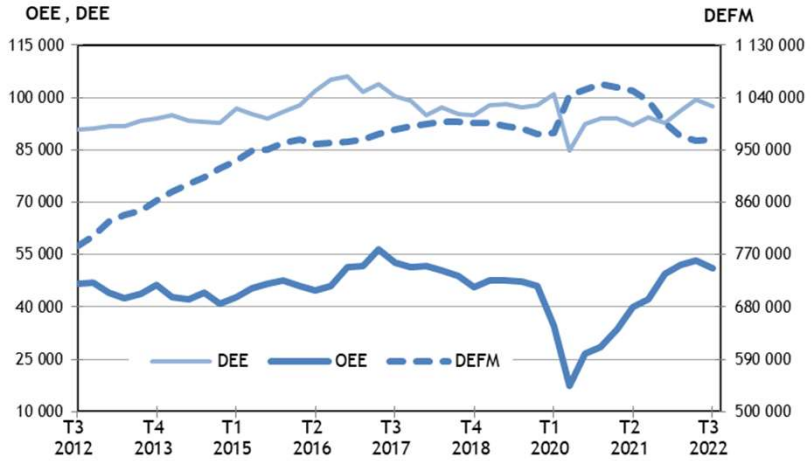
De son côté, le recul du nombre de demandeurs d'emploi sur un an en catégories A, B, C (-6,6 % en données brutes) va dans le sens d'un accroissement des tensions sur le marché du travail.

Le taux d'écoulement est en baisse sur le trimestre : 55,9 % des chômeurs inscrits depuis plus d'un an, ou entrés au cours des 12 derniers mois, sont sortis des fichiers de Pôle emploi au troisième trimestre 2022, contre 56,5 % au trimestre précédent. Ce taux est inférieur à son niveau du troisième trimestre 2021 (58,5 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 73,4 %. Il gagne 2,6 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (68,7 %) est plus faible qu'au trimestre précédent (72,8 %) et bien inférieur à celui du troisième trimestre 2021 (77,7 %).

Les tensions sur le marché du travail
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : demandes d'emploi ;
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

Source : Dares-Pôle Emploi - Traitement : Drieets / Sese.

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Tensions sur le marché du travail

Les tensions selon les métiers au 3e trimestre 2022

Indicateurs de tension au 3e trimestre 2022 en Île-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Taux de tension au T3 2021(1)	Taux de tension au T3 2022	Taux d'offres d'emploi de plus de 6 mois au T3 2022 (2)	Taux d'écoulement des DE sur un an au T3 2022 (3)	Nbr. moyen de DEFM en cat. ABC au T3 2022	Évol. de la DEFM en catégorie ABC sur un an (%)	Évol. des offres d'emploi sur un an (%)	Taux de satisfaction des offres d'emploi au T3 2022 (4)	Part des recrutements envisagés difficiles (%)
Cadres du bâtiment et des travaux publics	0,60	0,76	95,7	56,1	6 989	-1,6	26,1	59,3	51,1
Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance	1,94	2,25	85,9	58,8	10 005	-6,0	13,0	71,4	42,4
Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie	0,48	1,10	87,4	58,6	4 847	-12,9	104,6	55,4	43,7
Conducteurs de véhicules	0,35	0,39	73,6	54,2	42 950	-4,7	16,6	64,8	39,8
Cadres des services admin., comptables, financiers	0,29	0,45	85,8	55,7	33 887	-6,2	56,9	64,8	34,0
Ingénieurs de l'informatique	0,40	0,73	97,4	58,2	17 130	-7,2	93,8	44,9	64,8
Personnels d'études et de recherche	0,20	0,47	90,3	61,4	6 277	-11,5	126,2	60,8	48,8
Cadres de la banque et des assurances	0,26	0,13	87,8	54,3	3 356	-9,2	-53,4	55,4	46,9
Vendeurs	0,43	0,50	70,6	59,9	39 138	-9,0	15,7	59,5	15,8
Employés, agents de maîtrise hôtellerie-restauration	0,39	0,51	76,1	61,3	21497	-13,5	35,1	67,1	28,5
Agents d'entretien	0,20	0,20	63,1	54,9	38 708	-8,2	-1,4	74,6	21,1
Professionnels des arts et des spectacles	0,17	0,15	28,6	36,6	91908	-1,1	-9,1	88,5	13,3
Aides-soignants	0,29	0,35	80,0	57,8	14 311	-4,9	15,1	69,1	**58,1**
Ensemble des familles professionnelles	**0,40**	**0,47**	**73,4**	**55,9**	**967 872**	**-6,6**	**18,4**	**68,7**	**36,6**

(1) Rapport entre le flux d'offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à Pôle emploi durant la même période. Lecture : il y a 0,76 offre d'emploi enregistrée pour une demande au 3e trimestre 2022, contre 0,60 au 3e trimestre 2021 pour les cadres du bâtiment et des travaux publics.
(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à Pôle emploi, selon la famille professionnelle.
(3) Lecture : 59,9 % des demandeurs d'emploi cherchant un métier de vendeur inscrits 12 mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à Pôle emploi au 3e trimestre 2022.
(4) Rapport entre les offres d'emploi satisfaites enregistrées à Pôle emploi satisfaites et le volume total des offres d'emploi traitées et sorties du fichier de Pôle emploi.

Le redémarrage de l'activité économique, dès le deuxième trimestre 2020, provoque un rebond des tensions sur le marché du travail, en lien avec une forte augmentation des offres d'emploi et une forte baisse du nombre de demandeurs d'emploi. Pour la première fois depuis un an, le taux de tension francilien diminue mais reste supérieur à son niveau d'avant-crise et demeure inférieur à celui du marché du travail métropolitain.

Au troisième trimestre 2022, les tensions sont élevées pour les techniciens et agents de maîtrise de la maintenance (plus de 2 offres pour 1 demande). 85,9 % des offres d'emploi dans ces métiers sont durables, contre 73,4 % dans l'ensemble des métiers. Sur un an, le taux de tension progresse nettement pour les ingénieurs et cadres techniques de l'industrie (+0,62 point), sous l'effet d'une très forte hausse des offres d'emploi (+104,6 %). Dans ces métiers, 55,4 % des offres sont satisfaites dans l'année, et 43,7 % des recrutements envisagés sont jugés difficiles par les employeurs.

Source : Dares-Pôle Emploi - Traitement : Drieets / Sese.

Emploi

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 2e trimestre 2022

Plus de 2 183 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats confondus (hors contrats intérimaires) ont été conclues au deuxième trimestre 2022 en Île-de-France, dont 422 000 en « contrats durables » (contrats à durée déterminée de plus de six mois et contrats à durée indéterminée).

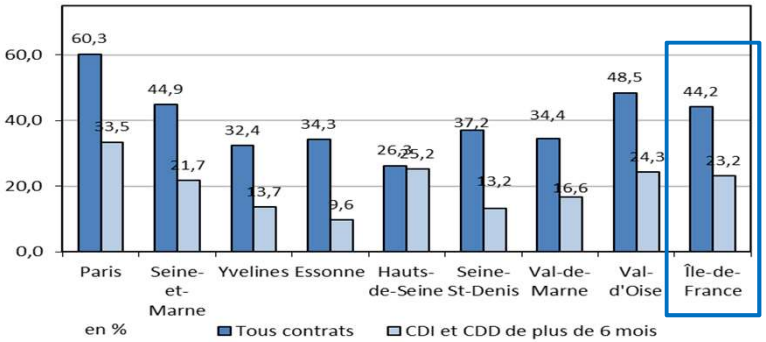
Au deuxième trimestre 2022, le nombre de DPAE augmente nettement en Île-de-France par rapport au même trimestre 2021 : +44,2 % pour l'ensemble des contrats et +23,2 % pour les contrats durables. Le nombre d'intentions d'embauches retrouve ainsi le niveau qui était le sien en 2019, avant le déclenchement de la crise sanitaire.

Au sein de la région, Paris affiche les plus fortes hausses sur la période (+60,3 % pour l'ensemble des contrats et +33,5 % pour les contrats durables). Les Hauts-de-Seine enregistrent la plus faible progression des huit départements (+26,3 % tous contrats confondus).

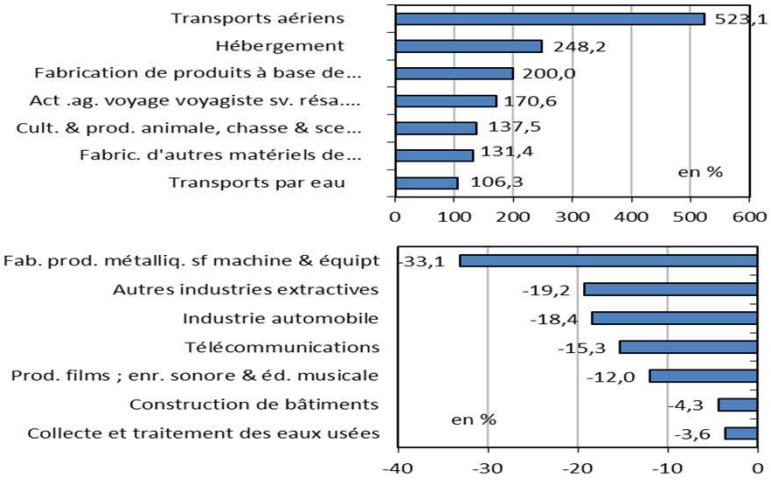
Les DPAE en contrats durables augmentent plus fortement dans les services (+27,9 %) et le commerce (+23,3 %), que dans l'industrie (+20,3 %). Elles baissent dans la construction (-1,7 %).

Une répartition plus fine des DPAE par secteur d'activité laisse apparaître les secteurs qui enregistrent les plus fortes progressions de contrats durables (transports aériens, hébergement et fabrication de produits à base de tabac) et ceux qui connaissent les plus fortes diminutions (fabrication de produits métalliques, autres industries extractives et industrie automobile).

Évolution annuelle des DPAE par département (T2 2022 / T2 2021)



Evolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs
7 plus fortes hausses / 7 plus fortes baisses (T2 2022 / T2 2021)



Source : DPAE / Urssaf.

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE

Emploi

L'emploi salarié au 2e trimestre 2022

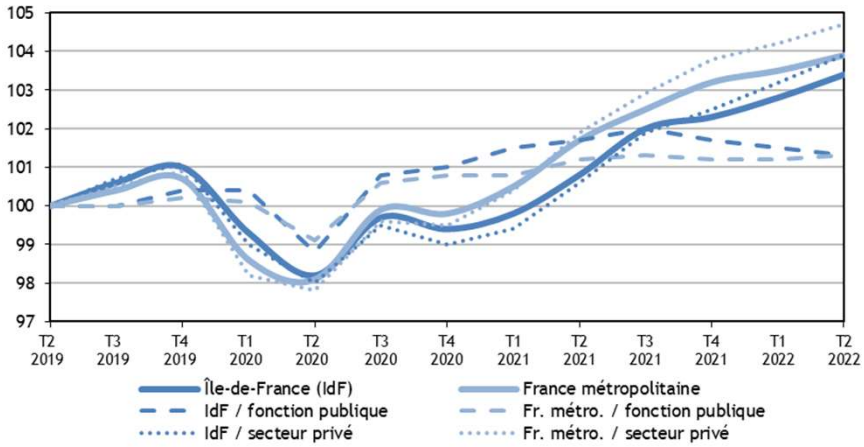
Depuis la validité du T1 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) est élargi au-delà du champ privé en incluant l'emploi des salariés du secteur de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs.

Au deuxième trimestre 2022, en Île-de-France, l'emploi salarié augmente : +0,6 % après +0,5 %, soit +34 200 emplois. Cette augmentation suit celle du secteur privé (+0,7 % après +0,6 %). L'emploi du secteur public baisse légèrement, pour le troisième trimestre consécutif (−0,2 % après −0,2 % au premier trimestre 2022, et −0,3 % au quatrième trimestre 2021).

En France métropolitaine, l'emploi salarié croît plus lentement qu'en Ile-de-France (+0,3 % après +0,3 %). Cependant, l'emploi dans la fonction publique y reste stable (+0,0 % après +0,1 %).

L'emploi salarié est quasi-stable dans le Val-de-Marne et les Yvelines. Dans les autres départements, celui-ci augmente. En particulier, l'emploi salarié parisien augmente nettement, pour le deuxième trimestre consécutif (+1,0 % après +1,1 %, soit +19 800 emplois au deuxième trimestre). Le tertiaire marchand hors intérim porte seul la hausse parisienne.

Évolution de l'emploi salarié (données CVS, indice 100 au 2e trimestre 2019)



Emploi salarié par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T2 2022	T2 2022 / T1 2022		T2 2022 / T2 2021	
		Variation	%	Variation	%
Paris	1 937 900	19 770	1,0	89 610	4,8
Seine-et-Marne	496 430	2 680	0,5	11 880	2,5
Yvelines	539 820	-580	-0,1	-660	-0,1
Essonne	486 110	1 020	0,2	4 330	0,9
Hauts-de-Seine	1 111 230	6 930	0,6	24 660	2,3
Seine-Saint-Denis	665 920	1 440	0,2	11 320	1,7
Val-de-Marne	549 600	130	0,0	6 630	1,2
Val-d'Oise	410 280	2 840	0,7	9 270	2,3
Île-de-France	**6 197 290**	**34 230**	**0,6**	**157 050**	**2,6**
France métro.	**26 037 810**	**90 190**	**0,3**	**543 480**	**2,1**

Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles ; Acoss - Urssaf, Dares, Insee.

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE

Emploi

L'emploi salarié par secteur au 2e trimestre 2022

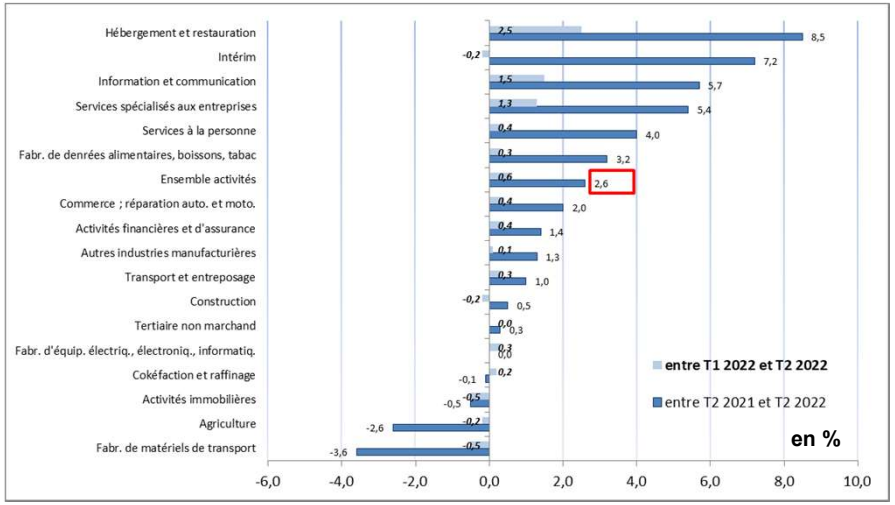
Au deuxième trimestre 2022, la croissance de l'emploi salarié francilien (+0,6 % après +0,5 % soit +34 200 salariés) suit celle du tertiaire marchand hors intérim (+0,9 % après +0,8 %, soit +34 500 salariés).

L'emploi salarié dans l'industrie est quasi-stable (+0,1 % après +0,1 %, soit +400 salariés). L'emploi salarié dans les différentes sections de l'industrie croît légèrement, sauf dans la *fabrication de matériels de transports.* Les effectifs de cette section ont baissé pour le douzième trimestre consécutif (−0,5 % après −1,0 %, soit −300 salariés). En France Métropolitaine, l'emploi dans l'industrie augmente légèrement (+0,3 % après +0,1 %).

L'emploi salarié dans la construction baisse légèrement (−0,2 % après +0,3 %). En France Métropolitaine, l'emploi dans la construction est stable (+0,0 % après +0,2 %).

Sur le trimestre, la hausse de l'emploi salarié dans le tertiaire marchand hors intérim (+0,9 % après +0,8 %, soit +34 500 salariés) est principalement induite par trois contributions : celle des *Services spécialisés aux entreprises* (+1,3 % soit +12 900 salariés), celle de l'*Information et communication* (+1,5 % soit +7 100 salariés), et celle de l'*Hébergement restauration* (+2,5 % soit +8 100 salariés). La croissance de ces deux premiers secteurs perdure depuis 6 trimestres.

Évolution de l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité
(Île-de-France, données CVS)



Emploi salarié par secteur d'activité (IdF, données CVS)	Nombre d'emplois au T2 2022	T2 2022 / T1 2022		T2 2022 / T2 2021	
		Variation	%	Variation	%
Agriculture	5 820	-10	-0,2	-160	-2,6
Industrie	423 340	380	0,1	1 170	0,3
Construction	333 870	-700	-0,2	1 570	0,5
Commerce	736 000	2 790	0,4	14 500	2,0
Services marchands hors intérim	2 992 790	31 720	1,1	126 320	4,4
Tertiaire non marchand	1 578 060	370	0,0	5 070	0,3
Intérim	127 400	-300	-0,2	8 570	7,2
Secteur privé	5 017 700	36 130	0,7	160 980	3,3
Fonction Publique	1 179 590	-1 910	-0,2	-3 930	-0,3
Ensemble des secteurs	6 197 290	34 230	0,6	157 050	2,6

Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles ; Acoss - Urssaf, Dares, Insee.

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE

Mouvements de main d'œuvre

Les mouvements de main d'œuvre au 2e trimestre 2022

Avertissement : Les données de Mouvements de main d'œuvre révisent sensiblement ce trimestre. Les causes de ces révisions sont :

- Des révisions brutes des sources
- Des améliorations de méthodologie de CVS

Au deuxième trimestre 2022, en Île-de-France, 2 096 900 contrats sont signés dans le secteur privé (données CVS, champ MMO), soit 9,6 % de plus qu'au trimestre précédent (+6,1 % en France métropolitaine). Le nombre de contrats signés, tous secteurs confondus, dépasse d'un dixième son niveau d'avant-crise.

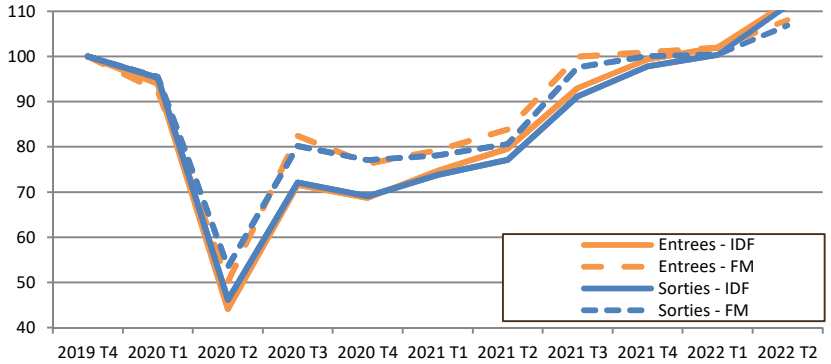
2 087 778 contrats prennent fin au premier trimestre 2022, soit 10,8 % de plus qu'au trimestre précédent. Ainsi, le nombre de fins de contrats en Île-de-France dépasse également d'un dixième son niveau d'avant-crise.

346 700 CDI sont signés, soit 1,5 % de plus qu'au trimestre précédent, et 351 100 CDI prennent fin, soit 7,2 % de plus qu'au trimestre précédent.

Embauches et fins de contrats de travail par secteur d'activité et type de contrat en Île-de-France (données CVS-CJO)

		Niveau (en milliers)	Évolution trimestrielle (en %)				Rapport T/T4 2019 (en %)
		T2 2022	T3 2021	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T2 2022
Entrées	Ensemble	2 097	16,8	6,8	2,7	9,6	111,8
	Industrie	33	7,7	4,9	0,7	2,7	103,5
	Construction	41	-2,0	1,2	-0,3	-1,7	102,9
	Tertiaire	2 023	17,6	7,0	2,8	10,0	112,1
	CDD	1 750	19,3	6,9	2,1	11,4	110,9
	CDI	347	6,6	6,2	5,5	1,5	116,3
Sorties	Ensemble	2 088	18,2	7,2	2,6	10,8	111,2
	Industrie	33	9,0	6,3	-0,2	5,2	104,5
	Construction	45	3,8	3,9	1,6	5,1	118,1
	Tertiaire	2 009	18,8	7,3	2,7	11,1	111,2
	CDD	1 737	20,3	6,9	2,2	11,6	109,4
	CDI	351	8,9	9,2	4,8	7,2	121,3

Mouvements de main d'œuvre
(données CVS-CJO, base 100 au T4 2019)



Source : Dares, traitements DRIEETS

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Emploi

L'activité intérimaire au 2e trimestre 2022

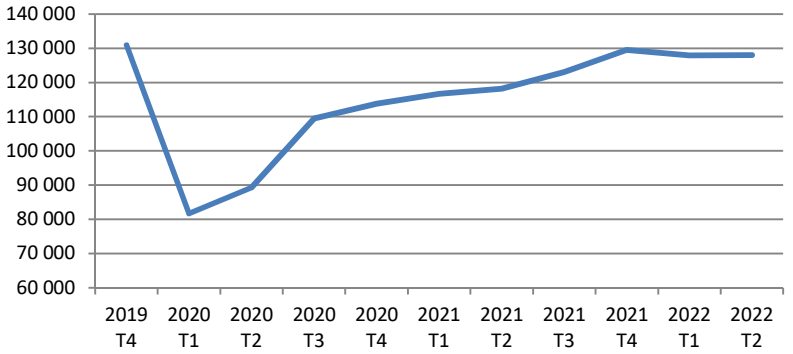
A la fin du deuxième trimestre, en Île-de-France, le nombre d'intérimaires est de 128 000. L'emploi intérimaire est stable au 2e trimestre 2022 : +0,1 % de glissement trimestriel (+100 intérimaires), après -1,3 % au 1er trimestre. En France métropolitaine, le nombre d'intérimaires baisse (-2,6 % après -1,9 %).

Le nombre d'intérimaires dans l'industrie diminue par contrecoup : -2,5 % au 2e trimestre (-500 intérimaires), après +2,2 % au 1er trimestre et +5,6 % au 4e trimestre. Cette baisse est principalement due à la *Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac* (-200), à la *Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure* (-100) et à la *Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné* (-100). Le nombre d'intérimaires dans l'industrie semble se stabiliser à neuf dixièmes de son niveau de fin 2019.

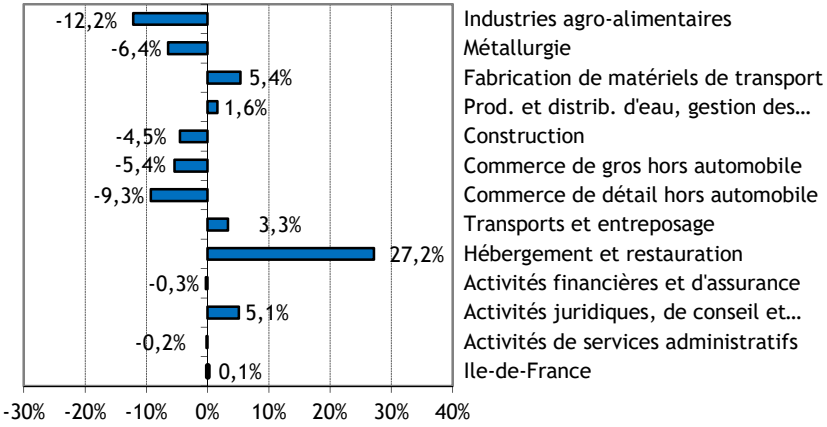
Dans le secteur de la construction, le nombre d'intérimaires baisse de nouveau (−4,5 % soit −1200 intérimaires après -2,7 % au 1er trimestre). Le nombre d'intérimaires dans la construction représente neuf dixièmes de son niveau de fin 2019, mais ce référentiel correspond à un plateau atteint pendant deux années particulièrement hautes (Grand Paris, reprise de l'investissement dans le neuf…).

Le nombre d'intérimaires dans le tertiaire augmente : +2,2 % au 2e trimestre, soit +1800 personnes, après -1,6 % au 1er trimestre. Cette augmentation est surtout due à l'*hébergement et restauration* (+1200 intérimaires, soit +27,2 %) et au *transport et entreposage* (+900 intérimaires). A contrario, le nombre d'intérimaires dans le commerce de gros et de détail hors automobiles et motocycles diminue de 1100 intérimaires, mais cette baisse intervient après plusieurs augmentations consécutives. Le *commerce et réparation d'automobiles et de motocycles* s'est stabilisé aux trois quarts de son niveau d'avant-crise.

Nombre d'intérimaires en fin de trimestre
(données CVS)



Évolution du nombre d'intérimaires par rapport au trimestre précédent par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Source : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE

Accompagnement des mutations économiques

Les demandes d'activité partielle au 3e trimestre 2022

En Île-de-France, au cours 3e trimestre 2022, 2 299 décisions d'autorisations d'activité partielle* ont été notifiées par les services des Drieets/Ddets. Elles correspondent à 51 millions d'heures autorisées à être chômées. La baisse du recours se poursuit mais les niveaux restent bien supérieurs à ceux constatés fin 2019.

Paris, concentre 33 % des demandes d'activité partielle dans la région, ce qui correspond à plus de 12 millions d'heures autorisées. Les activités de services administratifs (27%), le transport et entreposage (24%) et l'hébergement restauration (21%) y sont les secteurs les plus demandeurs.

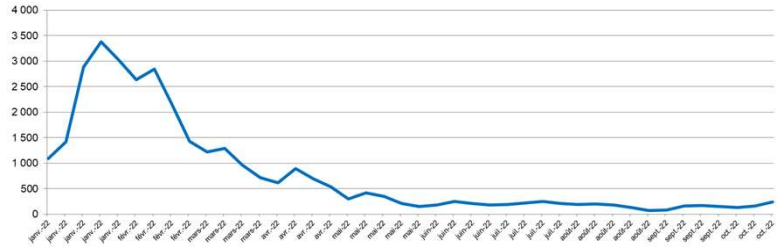
Entre le 1er mars 2020 et le 30 octobre 2022, plus de 624 000 décisions d'autorisations d'activité partielle ont été notifiées par les services de la Drieets/Ddets Île-de-France. Le 3ème trimestre 2022 poursuit la diminution régulière avec une diminution de plus de 50% des autorisations.

Quatre secteurs concentrent plus de 70 % du nombre d'heures autorisées : le transport et entreposage (32%), les activités de services administratifs et de soutien (19%), l'hébergement-restauration (16%) et les activités juridiques, comptables, de gestion (5%).

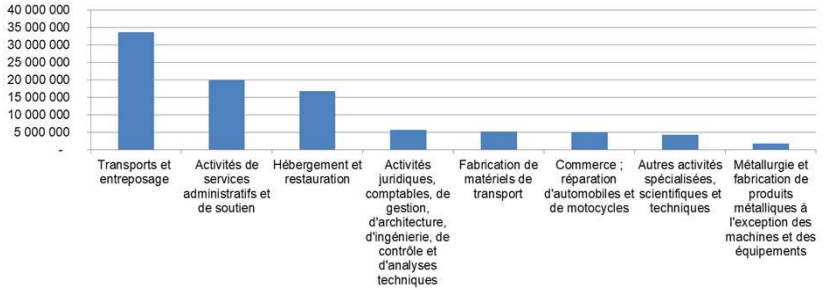
** Avant 2020, on utilisait dans cette synthèse uniquement les décisions ayant le motif de recours « Conjoncture économique ». Avec la crise sanitaire, tous les motifs ont été regroupés.*

Autorisations d'activité partielle et heures associées au T3 2022	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations	**2 299**	**750**	**231**	**273**	**193**	**302**	**253**	**173**	**124**
juillet	922	278	107	107	79	123	92	81	55
août	750	235	75	94	62	94	100	55	35
septembre	627	237	49	72	52	85	61	37	34
Heures (en milliers)	**51 700**	**12 216**	**3 607**	**10 624**	**1 971**	**9 093**	**9 743**	**2 021**	**2 426**
juillet	27 588	5 518	1 774	6 361	1 158	4 175	6 827	685	1 090
août	15 759	3 138	600	3 347	600	3 596	2 718	1 002	758
septembre	8 353	3 560	1 233	916	213	1 321	198	333	579

Évolution hebdomadaire du nombre d'autorisations d'activité partielle depuis le 1er janvier 2022



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées au 3e trimestre 2022



Source : Drieets UD - Traitement : Drieets / Sese.

PRÉFET DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

Accompagnement des mutations économiques

Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 3ème trimestre 2022

Au troisième trimestre 2022, 28 procédures de PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) et 6 procédures de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ont été enregistrées en Île-de-France. 1614 emplois menacés* par des PSE et 378 par des RCC ont été comptabilisés dans des établissements localisés en Île-de-France.

Après un second semestre 2020 et un premier trimestre 2021 marqués par une forte hausse des emplois menacés, les PSE et RCC sont revenus à leur niveau d'avant la crise sanitaire. Le rebond observé au T4 2021 ne s'est pas confirmé en 2022.

Au troisième trimestre 2022, le secteur des transports et de l'entreposage cumule le plus d'emplois menacés (522). Le secteur des activités informatiques et services d'informations est toutefois le plus affecté en proportion de l'emploi local qu'il représente, soit 507 emplois menacés correspondant à 0,2% des salariés de ce secteur. Le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé à Paris (823), mais l'impact sur l'emploi local est le plus élevé en Seine-Saint-Denis (0,1%).

En 2021, six secteurs ont concentré plus de 70 % des emplois menacés par des PSE et des RCC : les transports et entreposage (8 100 emplois menacés), les activités financières et d'assurance (5 300), le commerce (3 300), l'hébergement et la restauration (3 000), la fabrication de matériel de transport (2 100) et les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (1 900).

** Le nombre d'emplois menacés correspond au nombre de ruptures de contrat enregistrées dans le système d'information SI RUPCO. Les données étant prévisionnelles et évolutives, elles surestiment les suppressions de postes qui seront finalement actées en fin de procédure.*

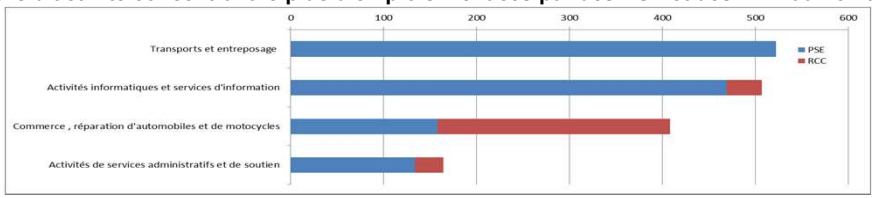
Procédures de PSE et de RCC enregistrées par les services de la DRIEETS d'Île-de-France

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
PSE au T3 2022	28	14	2	2	0	4	3	2	1
PSE en 2021	250	86	5	10	19	73	24	14	19
RCC au T3 2022	6	1	0	0	1	2	2	0	0
RCC en 2021	57	15	3	9	1	20	7	1	1

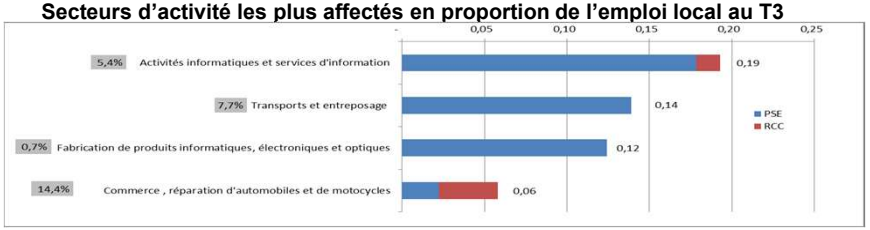
Nombre d'emplois menacés par des PSE et des RCC dans les établissements franciliens

Répartition par territoire impacté	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
Emplois menacés par des PSE au T3 2022	1614	764	71	92	2	322	270	63	30
Emplois menacés par des PSE en 2021	25461	6553	854	1074	1117	6031	2025	3552	4255
Emplois menacés par des RCC au T3 2022	378	59	1	0	31	23	258	6	0
Emplois menacés par des RCC en 2021	9314	4633	39	1922	107	2006	341	169	97

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC au T3 2022



Secteurs d'activité les plus affectés en proportion de l'emploi local au T3



Poids dans l'emploi francilien (à gauche)
Emplois menacés dans l'ensemble des établissements localisés en Île-de-France pour 100 salariés (à droite)

Source : SI-RUPCO - Traitement : Drieets / Sese

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Dossier Trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service Études Statistiques Évaluation

Directeur de publication : Gaëtan Rudant
Étude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@drieets.gouv.fr
Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers
Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Drieets Île-de-France sont téléchargeables sur https://idf.drieets.gouv.fr

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités